

Dominique de Villepin attendu à Beyrouth le 9 mars pour une conférence sur les défis franco-libanais face au nouveau monde

AGENDA L'AUTEUR: Newsdesk Libnanews 23 février 2026 8 min.de lecture

Date de modification: 21 heures

La Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth s'apprête à accueillir, le lundi 9 mars 2026, une conférence de haut niveau animée par Dominique de Villepin, ancien Premier ministre français. Organisée sous l'égide de la Chaire Georges Corm de relations internationales, d'économie politique et d'histoire des idées, cette intervention portera sur un thème d'actualité brûlante : « Le carrefour du nouveau monde : le Liban et la France au défi de réinventer l'Orient et l'Occident ». L'événement, prévu à 19 heures dans l'amphithéâtre Aboukhater de la Faculté des langues et de traduction à Beyrouth, sera précédé d'une allocution de bienvenue par Marie-Claude Najm, doyenne de la Faculté de droit et des sciences politiques et ancienne ministre de la Justice. Une discussion à bâtons rompus suivra, modérée par Karim Emile Bitar, titulaire de la Chaire Georges Corm et enseignant à Sciences Po Paris, ainsi que par Joseph Maïla, professeur de relations internationales à l'Essec, ancien recteur de l'Institut catholique de Paris et ancien directeur de la prospective au Quai d'Orsay. Cette conférence s'inscrit dans un calendrier chargé pour les relations franco-libanaises, marqué par des initiatives diplomatiques récentes. Elle intervient quelques jours seulement après la tenue, le 5 mars 2026, d'une conférence internationale à Paris en soutien aux Forces armées libanaises (FAL) et aux Forces de sécurité intérieure (FSI), co-organisée par la France, les États-Unis et l'Arabie saoudite. Cette rencontre parisienne, ouverte par le président Emmanuel Macron, vise à mobiliser des aides financières, logistiques et techniques pour renforcer l'armée libanaise dans le cadre de la mise en œuvre du cessez-le-feu conclu en novembre 2024 entre le Liban et Israël. Selon des déclarations officielles du ministère français des Affaires étrangères, cette initiative s'appuie sur la résolution 1701 des Nations unies, qui appelle au désarmement des milices et au déploiement exclusif des forces étatiques au sud du Litani. L'annonce de la venue de Dominique de Villepin à Beyrouth, diffusée via les réseaux sociaux et le site de l'Université Saint-Joseph, a suscité un vif intérêt dans les milieux académiques et diplomatiques. L'entrée est libre, mais une inscription préalable est requise via un formulaire en ligne, accompagné d'un code QR pour faciliter les réservations. La conférence sera introduite par une allocution de Marie-Claude Najm, qui soulignera l'importance des liens historiques entre la France et le Liban dans le contexte des mutations géopolitiques actuelles. Karim Emile Bitar, récemment nommé titulaire de la Chaire Georges Corm lors d'une cérémonie le 22 janvier 2026, a personnellement invité le public à cet événement, soulignant son caractère exceptionnel. Un orateur emblématique de la diplomatie gaulliste Dominique de Villepin, figure marquante de la diplomatie française, est connu pour son discours historique prononcé le 14 février 2003 devant le

Conseil de sécurité des Nations unies, où il s'opposa fermement à l'invasion américaine de l'Irak. En tant que ministre des Affaires étrangères sous la présidence de Jacques Chirac, il défendit une vision multipolaire du monde, refusant l'unilatéralisme et plaidant pour un équilibre des puissances. Cette position, saluée à l'époque par de nombreux pays arabes, a forgé sa réputation d'homme d'État attaché à la souveraineté des nations et à la résolution pacifique des conflits. Au fil des ans, Villepin n'a cessé d'intervenir sur les questions du Moyen-Orient. En octobre 2024, lors d'une interview sur France Info, il a critiqué vertement les opérations militaires israéliennes à Gaza et au Liban, déclarant qu'il n'était plus possible de soutenir des actions qu'il qualifiait de massacres risquant d'embraser toute la région. « Il faut trouver un équilibre pour ne pas aggraver les choses », avait-il alors affirmé, appelant à une intervention internationale plus nuancée. Ces propos résonnent particulièrement aujourd'hui, alors que le Liban émerge d'un conflit de quatorze mois avec Israël, marqué par des bombardements intenses et des déplacements massifs de populations. Plus récemment, en septembre 2025, Villepin a lancé un nouveau parti politique, La France humaniste, visant à rassembler des voix de gauche et de droite autour d'une plateforme centrée sur l'humanisme et la diplomatie active. Lors d'une conférence au Collège de France en novembre 2025 – finalement annulée en raison de controverses sécuritaires –, il devait intervenir sur la Palestine aux côtés de figures comme Francesca Albanese, rapporteur spécial de l'ONU pour les territoires palestiniens. Bien que l'événement n'ait pas eu lieu, ses positions sur la nécessité d'une reconnaissance de l'État palestinien et d'un cessez-le-feu durable ont été relayées dans la presse, soulignant son engagement persistant pour une paix juste au Proche-Orient. Dans le contexte libanais, Villepin a souvent évoqué les liens profonds entre Paris et Beyrouth. En 2006, en tant que Premier ministre, il s'était rendu à Beyrouth pour exprimer le soutien de la France au gouvernement de Fouad Siniora face aux frappes israéliennes. Vingt ans plus tard, son retour au Liban s'inscrit dans une continuité, mais dans un paysage transformé par les crises économiques, politiques et sécuritaires. Le choix du thème de la conférence – réinventer l'Orient et l'Occident – reflète sa conviction que le Liban, carrefour historique des civilisations, peut jouer un rôle pivot dans la reconfiguration des alliances mondiales. Villepin, dans ses interventions récentes, a insisté sur la nécessité d'un dialogue inclusif. En décembre 2025, lors d'une émission sur Euronews, il a plaidé pour une approche équilibrée face à l'Iran, évitant l'escalade. Au Liban, ses propos pourraient éclairer les débats sur la réinvention des relations Orient-Occident, intégrant les influences chinoises et russes croissantes dans la région. Les relations franco-libanaises à l'épreuve des crises récentes Les liens entre la France et le Liban, ancrés dans une histoire séculaire remontant au mandat français de 1920 à 1943, ont connu une intensification ces derniers mois. Le 6 février 2026, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, s'est rendu à Beyrouth pour rencontrer le président Joseph Aoun et d'autres hauts responsables. Lors de ces entretiens, Barrot a réaffirmé le soutien de Paris à la reconstruction libanaise, conditionné à la poursuite des réformes et à l'application du cessez-le-feu de novembre

2024. « La reprise du Liban reste précaire malgré des signes positifs », a-t-il déclaré, insistant sur la nécessité de désarmer le Hezbollah et de restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. Cette visite faisait suite à une conversation téléphonique, le 22 janvier 2026, entre Barrot et le Premier ministre libanais Nawaf Salam. Au cours de cet échange, la France a réitéré son appui aux autorités libanaises pour restaurer la stabilité et la souveraineté. Salam, en poste depuis février 2025, a souligné l'engagement de son gouvernement à monopoliser les armes sous l'autorité étatique, en ligne avec la résolution 1701 de l'ONU. Cette position a été réaffirmée lors d'une rencontre avec Emmanuel Macron le 23 janvier 2026 à l'Élysée, où les deux leaders ont discuté des préparatifs de la conférence de Paris du 5 mars. Le contexte sécuritaire reste tendu. Depuis le cessez-le-feu de novembre 2024, l'armée libanaise a renforcé sa présence au sud du Litani, avec le déploiement de plus de 10 000 soldats supplémentaires. Selon des rapports de l'ONU, ce mouvement vise à remplacer progressivement la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), dont le mandat expire fin 2026. Barrot a indiqué que l'armée libanaise devait être dotée des moyens nécessaires pour assumer cette responsabilité, y compris le désarmement des groupes armés non étatiques. Un diplomate français a noté que l'affaiblissement du régime iranien offrait une fenêtre d'opportunité pour avancer sur ce dossier. Sur le plan économique, la France joue un rôle clé dans les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI). Le 16 février 2026, le Premier ministre Salam a rencontré Jacques de Lajugie, conseiller économique de l'envoyé spécial français pour le Liban, pour discuter des amendements à la loi de restructuration bancaire et du projet de loi sur la restauration de l'ordre financier. Ces mesures visent à récupérer les dépôts gelés depuis la crise de 2019, estimés à plus de 100 milliards de dollars. Selon des données de la Banque mondiale, l'inflation libanaise a chuté à 50 % en 2025, mais la dette publique dépasse toujours 150 % du PIB, nécessitant des réformes urgentes pour débloquer une aide de 3 milliards de dollars du FMI.

La Chaire Georges Corm : un cadre académique pour le débat

La conférence de Villepin s'inscrit dans les activités de la Chaire Georges Corm, lancée le 22 janvier 2026 sous le haut patronage du Premier ministre Nawaf Salam. Lors de la cérémonie d'inauguration, Ghassan Salamé, ancien ministre libanais et représentant du gouvernement, a prononcé une allocution soulignant l'importance de l'œuvre de Georges Corm, économiste et historien décédé en 2022. « Cette chaire doit se saisir avec courage des incertitudes actuelles pour les déconstruire », a déclaré Salamé, évoquant les thèmes récurrents de Corm : l'histoire de l'Orient sans déformation, la critique des narrations orientalistes et l'exigence d'empathie pour les injustices subies par les peuples de la région. Karim Emile Bitar, premier titulaire de la chaire, est un spécialiste des relations internationales, cofondateur de l'ONG Kulluna Irada et fellow à l'Institut Iris. Lors de l'inauguration, il a annoncé une série d'événements, dont cette conférence avec Villepin. Joseph Maïla, ancien directeur de la prospective au Quai d'Orsay, participera au débat, apportant son expertise sur les dynamiques confessionnelles et régionales au Liban. La chaire vise à promouvoir une réflexion indépendante sur l'économie politique, avec un

focus sur les influences iraniennes, saoudiennes et occidentales dans la région. -

Lire la suite sur : <http://libnanews.com/dominique-de-villepin-attendu-a-beyrouth-le-9-mars-pour-une-conference-sur-les-defis-franco-libanais-face-au-nouveau-monde/>